

Brochure n° 3170

Convention collective nationale

IDCC : 538. – **MANUTENTION FERROVIAIRE
ET TRAVAUX CONNEXES**

AVENANT N° 87 DU 19 MARS 2007
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS AU 1^{ER} JUILLET 2007
(ANNEXE III)
NOR : *ASET0750604M*
IDCC : *538*

Entre :

Le syndicat des auxiliaires de la manutention et de l'entretien pour le rail et l'air (SAMERA),

D'une part, et

La fédération nationale des ports et docks CGT ;

La fédération de l'équipement, de l'environnement, des transports et des services FO ;

La fédération du transport STAAAP CFTC ;

Le syndicat de la manutention et travaux connexes, aéroportuaire de Paris et de la région parisienne USPDA CGT ;

Le syndicat national des activités du transport et du transit, fédération nationale transports CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Salaires

(art. 12 de la convention collective nationale, annexe III)

A compter du 1^{er} juillet 2007, les grilles de salaires ainsi que les primes seront exprimées à 2 décimales. Les barèmes de l'annexe III Manutention et nettoyage revalorisant les salaires sont les suivants :

ANNEXE III

Dispositions particulières aux employés de chantier

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	POUR 151,67H/MOIS
1	123	1 285,89
2	134	1 308,64
3	144	1 329,32
4	154	1 350,00
5	165	1 372,75
6	181	1 405,84
7	197	1 437,89

Dans le cas où la valeur du SMIC au 1^{er} juillet 2007 serait supérieure à la valeur du coefficient 123 (1^{er} coefficient de la grille) les parties conviennent de se réunir à la demande de la partie la plus diligente.

Article 2

Indemnité pour travail de nuit

(art. 16 de la convention collective nationale, annexe III)

A compter du 1^{er} juillet 2007, la valeur de l'indemnité pour travail de nuit sera fixée à 0,94 €.

Article 3

Indemnité de panier

(art. 17 de la convention collective nationale, annexe III)

A compter du 1^{er} juillet 2007, la valeur de l'indemnité de panier sera fixée à 1,15 €.

Article 4

Application

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa 3 de l'article L.132-10 du code du travail, le présent avenant entre en application à partir du 1^{er} jour du mois qui suivra la parution au *Journal officiel* de l'arrêté d'extension le concernant.

Article 5

Publicité et signatures

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt auprès du ministère du travail et de l'emploi, direction générale du travail, dans les conditions fixées par

les articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail et d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les articles L. 133-8 et suivants du même code.

Fait à Paris, le 19 mars 2007.

(Suivent les signatures.)